



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

APRC/18/REP

RAPPORT

Nadi
(Fidji)
9-13 avril 2018

Trente-quatrième session de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

© FAO, 2018

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à l'adresse www.fao.org/contact-us/licence-request ou adressée par courriel à copyright@fao.org.

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.

États Membres de la FAO de la région Asie et Pacifique

Afghanistan	Iran (République islamique d')	Palaos
Australie	Japon	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Bangladesh	Kazakhstan	Philippines
Brunéi-Darussalam	Kiribati	République de Corée
Cambodge	Malaisie	République démocratique populaire lao
Chine	Maldives	République populaire démocratique de Corée
États-Unis d'Amérique	Micronésie (États fédérés de)	Sri Lanka
Fédération de Russie	Mongolie	Thaïlande
Fidji	Myanmar	Timor-Leste
France	Nauru	Tonga
Îles Cook	Népal	Tuvalu
Îles Marshall	Nioué	Vanuatu
Îles Salomon	Nouvelle-Zélande	Viet Nam
Inde	Ouzbékistan	
Indonésie	Pakistan	

Lieu et dates des précédentes sessions de la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique

Première	- Bangalore (Inde), 27 juillet - 5 août 1953
Deuxième	- Kandy (Ceylan), 20-25 juin 1955
Troisième	- Bandung (Indonésie), 8-18 octobre 1956
Quatrième	- Tokyo (Japon), 6-16 octobre 1958
Cinquième	- Saïgon (République du Viet Nam), 21-30 novembre 1960
Sixième	- Kuala Lumpur (Malaisie), 15-29 septembre 1962
Septième	- Manille (Philippines), 7-21 novembre 1964
Huitième	- Séoul (République de Corée), 15-24 septembre 1966
Neuvième	- Bangkok (Thaïlande), 4-15 novembre 1968
Dixième	- Canberra (Australie), 27 août - 8 septembre 1970
Onzième	- New Delhi (Inde), 17-27 octobre 1972
Douzième	- Tokyo (Japon), 17-27 septembre 1974
Treizième	- Manille (Philippines), 5-13 août 1976
Quatorzième	- Kuala Lumpur (Malaisie), 25 juillet - 3 août 1978
Quinzième	- New Delhi (Inde), 5-13 mars 1980
Seizième	- Jakarta (Indonésie), 1 ^{er} -11 juin 1982
Dix-septième	- Islamabad (Pakistan), 24 avril - 3 mai 1984
Dix-huitième	- Rome (Italie), 8-17 juillet 1986
Dix-neuvième	- Bangkok (Thaïlande), 11-15 juillet 1988
Vingtième	- Beijing (Chine), 23-27 avril 1990
Vingt et unième	- New Delhi (Inde), 10-14 février 1992
Vingt-deuxième	- Manille (Philippines), 3-7 octobre 1994
Vingt-troisième	- Apia (Samoa occidentale), 14-18 mai 1996
Vingt-quatrième	- Yangon (Myanmar), 20-24 avril 1998
Vingt-cinquième	- Yokohama (Japon), 28 août - 1 ^{er} septembre 2000
Vingt-sixième	- Katmandou (Népal), 13-15 mai 2002
Vingt-septième	- Beijing (Chine), 17-21 mai 2004
Vingt-huitième	- Jakarta (Indonésie), 15-19 mai 2006
Vingt-neuvième	- Bangkok (Thaïlande), 26-31 mars 2009
Trentième	- Gyeongju (République de Corée), 27 septembre - 1 ^{er} octobre 2010
Trente et unième	- Hanoï (Viet Nam), 12-16 mars 2012
Trente-deuxième	- Oulan-Bator (Mongolie), 10-14 mars 2014
Trente-troisième	- Putrajaya (Malaisie), 7-11 mars 2016
Trente-quatrième	- Nadi (Fidji), 9-13 avril 2018

TABLE DES MATIÈRES

		Pages
RÉSUMÉ DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS		iii
		Paragraphes
I.	Questions liminaires	
	Organisation de la Conférence régionale	1-2
	Réunion des hauts fonctionnaires et cérémonies d'ouverture	3-4
	Élection des présidents et des vice-présidents et nomination des rapporteurs	5-8
	Adoption de l'ordre du jour et du calendrier	9
	Déclaration du Directeur général	10
	Déclaration du Président indépendant du Conseil de la FAO	11
	Déclaration du Président de la trente-troisième session de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique	12
	Déclaration du Président du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)	13
	Déclaration du porte-parole de la Consultation de la société civile	14
II.	Questions relatives aux politiques et à la réglementation régionales et mondiales	
	A. La situation de l'alimentation et de l'agriculture en Asie et dans le Pacifique, y compris sous l'angle des perspectives et des nouveaux enjeux	15-17
	B. Action climatique dans l'agriculture: renforcer la participation des secteurs agricoles, afin de mettre en œuvre les éléments du Programme 2030 relatifs au climat dans la région Asie et Pacifique	18-20
	C. Accélérer la mise en œuvre des mesures relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans les petits États insulaires en développement (PEID) du Pacifique	21-23
	D. Relever les défis de la sécurité sanitaire des aliments dans la région Asie et Pacifique	24-26
III.	Questions relatives au Programme et au budget	
	A. Résultats et priorités en ce qui concerne les activités de la FAO dans la région Asie et Pacifique	27-29
	B. Réseau de bureaux décentralisés	30-31
	C. Hiérarchisation des besoins au niveau des pays et de la région	32-43

IV. Autres questions

A. Célébration du quarantième anniversaire des représentations de la FAO dans les pays de la région Asie et Pacifique	44-45
B. Programme de travail pluriannuel 2016-2019 de la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique	46-47
C. Table ronde ministérielle sur l'objectif Faim zéro	48
D. Date et lieu de la trente-cinquième session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique	49
E. Questions finales	
Adoption du rapport	50
Clôture de la Conférence régionale	51-52

Pages**Annexes**

A. Ordre du jour	13
B. Liste des documents	14-15

RÉSUMÉ DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

RÉSUMÉ DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

QUESTIONS PORTÉES À L'ATTENTION DU CONSEIL

- *Résultats et priorités en ce qui concerne les activités de la FAO dans la région Asie et Pacifique* (alinéas ii à iv, vi et vii du paragraphe 28 et alinéas i à vii du paragraphe 29)
- *Réseau de bureaux décentralisés* (alinéas ii à v et viii du paragraphe 31)
- *Hiérarchisation des besoins au niveau des pays et de la région* (paragraphe 33 à 38, 40 et 41)
- *Programme de travail pluriannuel de la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique pour 2016-2019* (paragraphe 47)
- *Date et lieu de la trente-cinquième session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique* (paragraphe 49)

QUESTIONS PORTÉES À L'ATTENTION DE LA CONFÉRENCE

- *La situation de l'alimentation et de l'agriculture en Asie et dans le Pacifique, y compris sous l'angle des perspectives et des nouveaux enjeux* (alinéas iii, iv, vi et vii du paragraphe 16 et alinéas iv, v, vii et viii du paragraphe 17)
- *Action climatique dans l'agriculture: renforcer la participation des secteurs agricoles, afin de mettre en œuvre les éléments du Programme 2030 relatifs au climat dans la région Asie et Pacifique* (alinéas i, iii, vi et vii du paragraphe 19 et alinéas iii à v du paragraphe 20)
- *Accélérer la mise en œuvre des mesures relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans les petits États insulaires en développement (PEID) du Pacifique* (alinéas iii à v du paragraphe 22 et alinéas i à iii du paragraphe 23)
- *Relever les défis de la sécurité sanitaire des aliments dans la région Asie et Pacifique* (paragraphe 24, alinéas ii à iv du paragraphe 25 et alinéas iii à vi du paragraphe 26)

I. Questions liminaires

Organisation de la Conférence régionale

1. La trente-quatrième session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique s'est tenue à Nadi (Fidji), du 9 au 13 avril 2018. La Conférence régionale s'est déroulée en deux temps: la Réunion des hauts fonctionnaires a eu lieu du 9 au 11 avril, et la Réunion ministérielle du 12 au 13 avril.

2. Y ont participé les représentants de 35 États Membres. Des observateurs d'un État non membre, de 14 organisations internationales non gouvernementales et de quatre organisations intergouvernementales étaient présents. Étaient également présents les représentants de cinq autres organisations du système des Nations Unies.

Réunion des hauts fonctionnaires et cérémonies d'ouverture

3. M^{me} Kundhavi Kadiresan, Sous-Directrice générale et Représentante régionale de la FAO, et M. Inia B Seruiratu, Ministre de l'agriculture, du développement rural et maritime et de la gestion des catastrophes nationales de la République des Fidji, ont prononcé des allocutions d'ouverture. M^{me} Kadiresan a remercié le Gouvernement fidjien des excellents moyens mis à disposition pour accueillir la réunion. Elle a souligné les grands progrès accomplis dans la région Asie-Pacifique s'agissant de la réduction importante de l'extrême pauvreté et de la réduction de la faim. Tout en notant les nombreux défis qui persistent, elle a aussi relevé les possibilités qu'offrait l'adoption des objectifs de développement durable (ODD). M. Inia B Seruiratu a souhaité aux délégués et aux autres participants la bienvenue aux Fidji et a déclaré officiellement ouverte la Réunion des hauts fonctionnaires. Le Ministre a souligné qu'il était important de coopérer et de nouer des partenariats au niveau régional pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition dans toute la région. Il a en outre insisté sur le fait qu'il fallait renforcer la résilience et mettre en œuvre des stratégies visant à réduire les risques de catastrophe, à atténuer le changement climatique et à favoriser l'adaptation aux effets de celui-ci.

4. La cérémonie d'ouverture de la Réunion ministérielle s'est tenue le 12 avril. M. Jioji Konousi Konrote, Président de la République des Fidji, a souligné que l'accomplissement des ODD 1 et 2 devait figurer parmi les questions prioritaires à traiter à la FAO et dans les pays de la région. Il a pris note des défis à relever pour parvenir à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et a notamment relevé qu'il fallait rendre possible et favoriser l'accès à une alimentation saine afin de lutter contre le triple fardeau de la malnutrition. M. Konrote a mis l'accent sur les effets négatifs du changement climatique et des fréquentes catastrophes naturelles et a appelé à un accroissement des investissements grâce à des partenariats dans le secteur de l'agriculture, au renforcement de la résilience face au changement climatique à l'aide de l'agriculture durable et à une utilisation efficace de la diversité biologique afin de réduire la pauvreté.

Élection des présidents et des vice-présidents et nomination des rapporteurs

5. Les délégués ont élu à l'unanimité Président de la Réunion des hauts fonctionnaires M. David Kolutagane, Secrétaire permanent au Ministère de l'agriculture de la République des Fidji. Ils ont élu vice-présidents de la Réunion tous les autres chefs de délégation.

6. Les délégués ont par ailleurs élu à l'unanimité Président de la Réunion ministérielle M. Inia B. Seruiratu, Ministre de l'agriculture, du développement rural et maritime et des services nationaux de météorologie et de gestion des catastrophes de la République des Fidji. Tous les chefs de délégation de niveau ministériel ont été élus vice-présidents de la Réunion ministérielle.

7. Les délégués ont en outre élu à l'unanimité M. Rapibhat Chandarasrivongs, Secrétaire permanent adjoint au Ministère de l'agriculture et des coopératives du Royaume de Thaïlande, à la fonction de rapporteur de la Réunion des hauts fonctionnaires.

8. Les délégués ont élu à l'unanimité M. M. Badrul Arefin, Directeur général de l'Unité de suivi des politiques en matière d'alimentation (Food Policy Monitoring Unit) de la République populaire du Bangladesh, rapporteur de la Réunion ministérielle.

Adoption de l'ordre du jour et du calendrier

9. Les participants à la Réunion ont adopté l'ordre du jour, qui est reproduit à l'*annexe A*. On trouvera à l'*annexe B* la liste des documents présentés à la Réunion.

Déclaration du Directeur général

10. M. José Graziano da Silva, Directeur général de la FAO, s'adressant aux participants à la Conférence régionale, a donné une vue d'ensemble des progrès accomplis en matière de réduction de la faim dans la région, tout en soulignant que la région Asie et Pacifique comptait toujours le plus grand nombre de personnes souffrant de la faim et de la malnutrition à l'échelle de la planète. Il a souligné qu'on ne pouvait se contenter d'éliminer la faim et qu'il fallait éliminer la malnutrition sous toutes ses formes. Il a affirmé avec insistance qu'il était primordial de renforcer l'adaptation et la résilience au service d'un développement durable, en particulier dans les communautés rurales et les exploitations familiales où étaient encore concentrées la pauvreté et la faim. Le Directeur général a mis l'accent sur les efforts que déployait la FAO à l'appui des États Membres afin de mettre en œuvre des programmes efficaces en matière de protection sociale, d'adopter des pratiques agricoles intelligentes face au climat, de renforcer les capacités des petits exploitants agricoles et d'améliorer l'adaptation des systèmes alimentaires au changement climatique et aux catastrophes naturelles. Il a aussi souligné l'importance du Programme d'action mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition, afin de répondre aux besoins et aux priorités des pays du Pacifique, et du Fonds vert pour le climat, afin de réaliser le Programme 2030. Le Directeur général a mis l'accent sur deux grands thèmes au cours de son discours: le surpoids et l'obésité, et le changement climatique.

Déclaration du Président indépendant du Conseil de la FAO

11. La déclaration de M. Khalid Mehboob, Président indépendant du Conseil de la FAO, a été lue en son absence par M. Jong-Jin Kim, Secrétaire de la Conférence régionale et membre du Bureau régional de la FAO pour l'Asie et le Pacifique. Dans sa déclaration, M. Mehboob soulignait le rôle irremplaçable que la Conférence régionale jouait aux fins de la définition des politiques et des priorités de la FAO pour la région, ainsi que la possibilité qu'elle offrait d'améliorer la qualité et l'efficacité des bureaux décentralisés de l'Organisation dans le cadre des objectifs stratégiques de la FAO et des ODD. Il y appelait en outre les pays à examiner de manière attentive et approfondie les questions fondamentales, de sorte que le Conseil et la Conférence de la FAO puissent y accorder toute l'attention voulue lors de réunions ultérieures.

Déclaration du Président de la trente-troisième session de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique

12. M. Mohd Sallehuddin Hassan, Secrétaire général adjoint au Ministère de l'agriculture et de l'agro-industrie de la Malaisie, qui représentait le Président de la trente-troisième session de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique, a fait un bref rappel des recommandations formulées lors de la session précédente et a informé les participants des activités qui avaient été menées afin de porter ces recommandations à l'attention de la Conférence et du Conseil de la FAO.

Déclaration du Président du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)

13. M. Mario Arvelo Caamaño, Ambassadeur et Représentant permanent de la République dominicaine auprès de la FAO, a fait le point sur les réalisations du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) au cours des deux années écoulées et a fait valoir la pertinence de ses activités pour la Conférence régionale de la FAO, en soulignant notamment l'approbation du compte rendu des travaux de la quarante-quatrième session du Comité (<http://www.fao.org/3/a-mv030f.pdf>). Il a souligné que le CSA était la principale plateforme internationale et intergouvernementale, ouverte à tous, qui

permettait à l'ensemble des parties prenantes d'œuvrer collectivement à la sécurité alimentaire et à la bonne nutrition de tous. Il a précisé que le CSA collaborait activement avec les pays sur des questions importantes ayant une incidence sur la sécurité alimentaire et la nutrition au moyen de la mise au point de produits de connaissance essentiels comme les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale et les Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires.

Déclaration du porte-parole de la Consultation de la société civile

14. M^{me} Maria Linibi, Présidente de l'organisation *Women in Agriculture* de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, a résumé les points de vue des organisations de la société civile pour la Conférence régionale. Elle a fait valoir qu'il était nécessaire de veiller au respect des droits et des intérêts des petits exploitants agricoles, des paysans sans terre, des femmes rurales, des pêcheurs, des travailleurs agricoles, des éleveurs, notamment pastoraux, des peuples autochtones, des consommateurs et des jeunes, et cela dans tous les aspects du développement agricole.

II. Questions relatives aux politiques et à la réglementation régionales et mondiales

A. La situation de l'alimentation et de l'agriculture en Asie et dans le Pacifique, y compris sous l'angle des perspectives et des nouveaux enjeux

15. Les participants à la Conférence régionale ont examiné la situation de l'alimentation et de l'agriculture dans la région et se sont penchés sur les perspectives d'avenir et les nouvelles problématiques sous l'angle des ODD.

16. Les participants à la Conférence régionale:

- i. ont reconnu que la région Asie et Pacifique était parvenue à développer rapidement la production alimentaire, ce qui avait permis de faire reculer sensiblement la faim et la malnutrition au cours des trois dernières décennies;
- ii. ont salué le rôle joué dans nombre de pays de la région par Son Altesse Royale la Princesse Maha Chakri Sirindhorn du Royaume de Thaïlande en qualité d'Ambassadrice de bonne volonté de la FAO pour le défi Faim zéro;
- iii. se sont félicités des progrès accomplis dans la région s'agissant de la réduction de la faim et de la malnutrition, mais se sont déclarés préoccupés par la persistance du taux élevé de dénutrition et de carences importantes en micronutriments, ainsi que par la progression de la prévalence d'excès pondéral et d'obésité;
- iv. ont fait observer que l'un des principaux défis pour les gouvernements de la région était de promouvoir l'intensification durable de l'agriculture afin de nourrir une population en expansion et que les méthodes agroécologiques, la diversification de l'agriculture, la réduction des pertes et gaspillages de nourriture, l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets, ainsi que le recours aux technologies de l'information et de la communication (TIC), constituaient autant de stratégies dans ce sens;
- v. ont souligné qu'il était important d'adopter une approche axée sur les systèmes alimentaires pour lutter contre le triple fardeau de la malnutrition, cette approche devant mobiliser de multiples secteurs et parties prenantes;
- vi. ont salué les efforts déployés par plusieurs gouvernements de la région pour mettre en place des stratégies et des plans d'investissement en faveur de la nutrition à l'échelon national et ont souligné qu'il convenait de stimuler l'investissement dans la recherche agricole, l'agriculture et

l'infrastructure rurale par l'intermédiaire de partenariats public-privé ainsi que de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire;

- vii. ont insisté sur le fait qu'il était essentiel que les interventions visant les systèmes alimentaires soient pensées dans un souci d'égalité entre les hommes et les femmes, en tenant compte des besoins et perspectives propres à chacun des deux sexes.
17. Les participants ont recommandé à la FAO:
- i. d'aider les gouvernements à élaborer des instruments politiques qui stimulent la croissance du secteur agricole au moyen de pratiques durables et stimulent l'innovation, la productivité et la rentabilité;
 - ii. d'aider les gouvernements à mettre au point des outils et des pratiques permettant une gestion plus efficace des ressources naturelles, notamment des ressources pédologiques et hydriques;
 - iii. de prêter un appui aux ménages ruraux, en particulier aux petits exploitants et aux agriculteurs familiaux, pour les aider à accroître leurs revenus et à améliorer leurs conditions de vie;
 - iv. d'aider les gouvernements à renforcer les politiques globales en faveur des exploitations familiales, dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale, et d'aider à faire en sorte que ces exploitations donnent leur plein potentiel, de manière à contribuer à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030);
 - v. d'élaborer des approches des systèmes alimentaires tenant compte de la nutrition, qui favorisent la création d'un environnement porteur de nature à garantir l'intégration des considérations liées à la nutrition dans les mesures axées sur l'agriculture et les chaînes agro-alimentaires;
 - vi. de fournir un appui pour améliorer la protection sociale, la planification de la nutrition et l'éducation nutritionnelle;
 - vii. d'aider les pays à repérer les possibilités de partenariat entre les secteurs public et privé, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud et d'autres mécanismes;
 - viii. d'apporter son appui aux pays s'agissant de la pêche durable et d'autres mesures pour la prévention de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (pêche INDNR).

B. Action climatique dans l'agriculture: renforcer la participation des secteurs agricoles, afin de mettre en œuvre les éléments du Programme 2030 relatifs au climat dans la région Asie et Pacifique

18. Les participants à la Conférence régionale ont examiné le document relatif à l'action climatique dans l'agriculture.
19. Les participants:
- i. ont reconnu qu'il était important d'améliorer l'action climatique dans le secteur agricole afin de renforcer la résilience des systèmes alimentaires et de tempérer les facteurs qui, dans ces secteurs, contribuaient au changement climatique d'origine humaine;
 - ii. ont souligné que le Programme 2030, y compris les ODD, l'Accord de Paris et le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, constituaient des instruments essentiels sur lesquels fonder les actions à mener aux niveaux national et mondial;
 - iii. ont également souligné que les pays d'Asie et du Pacifique avaient placé parmi leurs priorités la gestion des risques de catastrophe, l'adaptation au changement climatique et son atténuation dans le secteur agricole, qui sont autant d'éléments fondamentaux de leurs contributions déterminées au niveau national et de leurs plans de mise en œuvre au titre du Programme 2030;

- iv. ont pris acte du fait que, à l'heure où les pays s'engageaient sur la voie de la mise en œuvre du Programme 2030, un certain nombre de stratégies étaient envisageables pour renforcer les mesures sectorielles destinées à faire face aux risques et à saisir les opportunités en lien avec le changement climatique dans le secteur de l'agriculture;
 - v. ont noté qu'il était important de promouvoir la production agricole durable à l'aide de méthodes agroécologiques, en développant la diversité biologique et en soutenant les Systèmes ingénieux du patrimoine agricole mondial (SIPAM) ainsi que les biotechnologies;
 - vi. ont dit soutenir les efforts que la FAO déployait, notamment par le biais de sa Stratégie relative au changement climatique et de l'Initiative régionale sur le changement climatique, en vue d'aider les États Membres à transposer à une plus grande échelle l'action climatique dans l'agriculture;
 - vii. ont pris note de la création du Fonds spécial pour les activités de financement du développement, qui a pour vocation de permettre à l'Organisation de s'engager activement avec les gestionnaires des fonds mondiaux et les institutions financières internationales, y compris les banques régionales de développement, afin de répondre aux besoins croissants des Membres en matière d'assistance technique;
 - viii. ont indiqué que le thème biennal 2018-2019 – Le changement climatique et ses incidences sur les travaux et les activités de la FAO – était d'actualité, compte tenu des faits récents qui étaient survenus dans le monde, en particulier la décision relative à l'initiative de collaboration sur l'agriculture de Koronivia, adoptée à la vingt-troisième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et qui constitue un jalon pour les activités futures de la FAO.
20. Les participants ont recommandé à la FAO:
- i. d'aider les pays à renforcer leurs contributions sectorielles dans le cadre du Programme 2030;
 - ii. d'aider les pays à améliorer les systèmes de suivi et de communication d'informations sur les activités entreprises au niveau sectoriel, de manière transparente;
 - iii. de travailler avec les pays pour nouer des partenariats entre les secteurs public et privé et collaborer à la définition, au financement et à la mise en œuvre d'activités sectorielles;
 - iv. de faciliter l'accès des pays aux financements en rapport avec les questions climatiques pour qu'ils puissent investir dans des activités prioritaires au niveau national, afin de faire face aux risques et de saisir les opportunités dans le domaine agricole, conformément aux contributions déterminées au niveau national, aux plans de mise en œuvre agricole du Cadre d'action de Sendai et aux autres politiques et stratégies en matière de changement climatique;
 - v. de continuer à aider les pays à intégrer l'agriculture dans leurs politiques, stratégies et programmes nationaux en matière de changement climatique et de gestion et réduction des risques de catastrophe.

C. Accélérer la mise en œuvre des mesures relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans les petits États insulaires en développement (PEID) du Pacifique

21. Les participants à la Conférence régionale ont examiné la situation en matière de nutrition et ont débattu au sujet des éléments qui seraient de nature à accélérer les mesures en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les PEID du Pacifique.

22. Les participants:
- i. ont pris note avec satisfaction du communiqué commun émanant de la première réunion conjointe entre la FAO et la Semaine de l'agriculture des pays de la Communauté du Pacifique, à laquelle ont notamment participé des Ministres de l'agriculture et des forêts; la réunion conjointe a eu lieu à Port-Vila (Vanuatu), le 20 octobre 2017;
 - ii. ont pris acte des efforts consentis pour accélérer la mise en œuvre du Programme d'action mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans les PEID du Pacifique au moyen de la création d'un Cadre d'action pour le Pacifique axé sur le déploiement du programme;
 - iii. ont reconnu que le Cadre d'action pour le Pacifique contribuerait de manière déterminante à favoriser la mobilisation de ressources financières au moyen de mécanismes axés sur l'adaptation au changement climatique et aux secousses économiques, sur l'amélioration de la production agricole et le développement du marché, ainsi que sur le renforcement de la sécurité alimentaire et de la nutrition;
 - iv. ont reconnu l'appui initial au programme, accordé par la FAO dans le cadre de l'Initiative interrégionale relative aux PEID et ont encouragé l'Organisation à maintenir au-delà de 2018 la dynamique créée par cet appui initial, tout en harmonisant les activités prévues au titre de l'Initiative interrégionale relative aux PEID avec les efforts conjoints des gouvernements des États Membres du Pacifique et des partenaires;
 - v. se sont félicités des efforts déployés dans le cadre de la coopération Sud-Sud et d'autres modalités de collaboration et ont encouragé la FAO à continuer à coopérer étroitement avec des acteurs régionaux et internationaux et à mettre en œuvre un mécanisme de coordination solide et inclusif afin d'atteindre les objectifs du Cadre d'action pour le Pacifique.
23. Les participants ont recommandé à la FAO:
- i. de fournir une assistance technique en vue d'élaborer des solutions spécialement adaptées aux PEID du Pacifique;
 - ii. de créer un réseau régional dans le cadre de l'Initiative interrégionale, en partenariat avec d'autres institutions et partenaires du développement, en vue de mener efficacement des actions en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition s'inscrivant dans le cadre du Programme d'action mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition;
 - iii. de mener des actions coordonnées et multisectorielles selon une approche fondée sur la durabilité des systèmes alimentaires au service d'une alimentation saine.

D. Relever les défis de la sécurité sanitaire des aliments dans la région Asie et Pacifique

24. Les participants à la Conférence régionale ont examiné les défis relatifs à la sécurité sanitaire des aliments dans la région, leurs liens étroits avec la nutrition et le commerce et l'importance de cette question dans le contexte de l'initiative régionale en rapport avec «Un monde, une santé».
25. Les participants:
- i. se sont dits conscients qu'il était essentiel de veiller à la sécurité sanitaire des aliments pour protéger la santé publique, améliorer la nutrition et garantir le bien-être et la productivité des populations vivant dans la région;
 - ii. se sont dits favorables à l'accent mis dans les activités d'appui de la FAO sur le renforcement des systèmes nationaux de contrôle de la sécurité sanitaire des aliments, de façon à garantir à tous les consommateurs l'accès à des aliments sans danger pour la santé et à faciliter le commerce national et international;

- iii. ont reconnu que les dangers et risques liés à la sécurité sanitaire des aliments variaient d'un pays à l'autre au sein de la région Asie et Pacifique et qu'il était nécessaire de mettre en place des programmes adaptés à la réalité de chaque pays et au contexte sous-régional;
 - iv. ont souligné combien il importait d'accroître les partenariats et les investissements, aussi bien publics que privés, pour renforcer la sécurité sanitaire des aliments sur les marchés intérieurs;
 - v. se sont félicités de l'assistance fournie par la FAO aux pays pour moderniser les systèmes de sécurité sanitaire des aliments, selon une approche fondée sur l'analyse des risques;
 - vi. ont noté que le déploiement de l'Initiative régionale 2018-2019 «Un monde, une santé» arrivait au bon moment et que l'approche adoptée concernant les questions complexes et multisectorielles permettrait d'instaurer des mesures de contrôle efficaces et harmonisées dans l'ensemble des chaînes locales, nationales, régionales et mondiales.
26. Les participants ont recommandé à la FAO:
- i. de prendre en compte la sécurité sanitaire des aliments et la nutrition dans les activités relatives à l'agriculture et aux systèmes alimentaires;
 - ii. de renforcer la collaboration tripartite entre l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et la FAO, ainsi que les capacités des pays de mettre en œuvre des mesures conformes aux normes du Codex Alimentarius et de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV);
 - iii. de moderniser les cadres réglementaires et les cadres de contrôle relatifs à la sécurité sanitaire des aliments dans la région, de fournir des orientations sur leur conception et de renforcer les capacités à cet égard, et de poursuivre les travaux sur l'élaboration d'indicateurs de la sécurité sanitaire des aliments;
 - iv. d'adopter des stratégies «Un monde, une santé» pour lutter contre les maladies d'origine alimentaire et les maladies animales et végétales transfrontalières, réduire la résistance aux antimicrobiens et les résidus de substances chimiques et créer un environnement porteur pour l'adoption de normes d'application volontaire et de codes d'usage dans la région Asie;
 - v. de développer les interventions menées dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments et les approches «Un monde, une santé» dans le Pacifique en vue de réduire les risques sanitaires liés aux parasites alimentaires et l'utilisation de produits chimiques et d'instaurer des systèmes efficaces de contrôle des importations fondés sur l'analyse des risques;
 - vi. de favoriser un environnement propice à la recherche et à l'innovation, qui donne des moyens d'action aux acteurs du secteur, notamment les microentreprises, les petites et moyennes entreprises et les petits agriculteurs, pour qu'ils puissent mettre en œuvre les meilleures pratiques internationales, ainsi que les normes d'application volontaire, et obtenir des certifications en matière de salubrité alimentaire pour un meilleur accès aux marchés.

III. Questions relatives au Programme et au budget

A. Résultats et priorités de la FAO dans la région Asie et Pacifique

27. Les participants à la Conférence régionale ont examiné le rapport sur les résultats et priorités des activités de la FAO en Asie et dans le Pacifique, traitant des résultats obtenus en 2016-2017 et des activités proposées pour 2018-2019 ou pour une date ultérieure.
28. Les participants:
- i. ont reconnu l'importance du Cadre stratégique, qui donne des orientations à la FAO pour ses travaux techniques, afin qu'elle travaille sur les priorités de la région et obtienne des résultats effectifs au niveau des pays;

- ii. ont accueilli avec satisfaction les mesures prises et les résultats obtenus en 2016-2017 pour traiter les problèmes régionaux grâce à des cadres de programmation par pays mieux ciblés et aux initiatives régionales, qui ont contribué à la réalisation des objectifs stratégiques de l'Organisation et aidé les États Membres à atteindre leurs ODD;
 - iii. se sont félicités de la contribution importante des programmes stratégiques à la fourniture de produits et de services normatifs, tels que des normes, des directives d'application volontaire et des instruments juridiques, au niveau des pays et de la région;
 - iv. ont salué l'adoption par la FAO d'une approche axée sur les systèmes alimentaires qui permettrait de relever les défis liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans la région;
 - v. ont pris acte des activités conduites au moyen d'approches programmatiques et multisectorielles, et de leur impact s'agissant du traitement des problèmes complexes de nutrition et de sécurité alimentaire;
 - vi. ont souligné qu'il fallait inscrire les orientations stratégiques de l'Organisation dans une continuité et ont salué la cohérence entre les objectifs stratégiques de la FAO et les indicateurs du Programme 2030;
 - vii. ont invité instamment les pays à prendre en charge les plateformes régionales clés, notamment le Réseau laitier pour l'Asie (Dairy Asia) et le Partenariat sur les sols, qui sont actuellement maintenus avec l'assistance de la FAO.
29. Les participants ont recommandé à la FAO:
- i. d'accélérer la mise en œuvre des cinq initiatives régionales sur la Faim zéro, l'initiative pour une Croissance bleue, l'Initiative interrégionale en faveur des PEID du Pacifique, l'initiative sur le changement climatique et l'initiative «Un monde, une santé», pour placer la sécurité alimentaire et la nutrition, la réduction de la pauvreté rurale et la mise en place de systèmes alimentaires et agricoles durables au cœur du programme d'action de l'Organisation dans la région durant l'exercice 2018-2019;
 - ii. de continuer à mettre l'accent sur les domaines prioritaires qui avaient été recommandés lors de la session précédente de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique, notamment la nutrition et la sécurité alimentaire, le développement de chaînes de valeur inclusives, les pertes et gaspillages de nourriture, les ravageurs et les maladies transfrontalières des animaux et des plantes, la production durable et la résilience dans le contexte du changement climatique, et les données et analyses pour la prise de décision, le suivi et l'évaluation;
 - iii. d'apporter un soutien aux pays dans d'autres domaines prioritaires qui ont été définis: la productivité et la diversification agricoles; les Systèmes ingénieux du patrimoine agricole mondial (SIPAM); les services écosystémiques et la biodiversité, la réduction des risques et la résilience; l'innovation et les technologies; la gestion durable des sols et des ressources en eau; l'autonomisation des femmes et des filles en milieu rural; le renforcement des capacités en matière de collecte de données statistiques, de suivi des ODD et d'établissement de rapports sur les progrès accomplis; et l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port et la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, pour une pêche durable;
 - iv. de veiller à ce que ses compétences techniques répondent aux besoins compte tenu du Programme 2030 et des objectifs stratégiques de la FAO, y compris le rajeunissement du personnel et sa reconfiguration sur les plans des compétences, de la parité des sexes et de la représentation géographique, sans qu'il y ait de répercussions sur la capacité immédiate des bureaux décentralisés de répondre aux besoins des pays et conformément aux orientations pertinentes des Nations Unies ainsi que de ses besoins particuliers d'institution spécialisée du système des Nations Unies;
 - v. d'accélérer l'intégration du Programme d'action mondial aux principaux forums régionaux du Pacifique et de promouvoir la création de nouveaux partenariats ou une collaboration

renforcée avec les partenaires existants afin d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition dans la région Pacifique;

- vi. de mener à bien des travaux d'analyse pour trouver des solutions aux problèmes posés par le triple fardeau de la malnutrition dans la région Asie-Pacifique;
- vii. de travailler avec les États Membres, en collaboration et en partenariat avec des institutions sous-régionales, régionales et internationales, afin de fournir des avis sur les politiques et de contribuer au renforcement des capacités tout en s'appuyant sur les travaux normatifs de l'Organisation.

B. Réseau de bureaux décentralisés

30. Les participants à la Conférence régionale ont examiné le document sur le réseau des bureaux décentralisés.

31. Les participants:

- i. ont approuvé les principes et les critères généraux proposés pour l'examen de la couverture des bureaux décentralisés de la FAO en adoptant des dispositions souples, comme convenu lors de la trente-troisième session de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique et de la cent cinquante-quatrième session du Conseil;
- ii. ont reconnu qu'il convenait de se pencher sur les travaux de la FAO visant à apporter aux Membres l'appui dont ils avaient besoin, en consultation avec les gouvernements des pays concernés, compte tenu des problèmes spécifiques intéressant la région du Pacifique et en accordant suffisamment de temps aux consultations;
- iii. se sont félicités de l'examen des modèles de dotation en personnel des bureaux de pays, dans la perspective d'assurer la flexibilité voulue, avec les ajustements requis par les besoins émergents des pays;
- iv. ont pris note d'une manifestation d'intérêt s'agissant de traiter la question des exigences en place dans le recrutement des consultants en matière de compétences linguistiques;
- v. ont accueilli favorablement le renforcement des systèmes de contrôle interne et se sont félicités des efforts de la Direction à cet égard;
- vi. se sont félicités également des efforts faits pour trouver des gains d'efficacités et rechercher les économies, y compris dans le domaine des dépenses d'administration et des frais de voyage, ainsi que de l'engagement pris par la Direction de poursuivre l'effort;
- vii. ont pris acte des efforts déployés pour renforcer les partenariats nationaux et internationaux avec les principales parties prenantes, afin de fournir un appui plus efficace sur le terrain;
- viii. ont souligné qu'il fallait continuer à donner la priorité aux partenariats et accroître la mobilisation de ressources au niveau décentralisé, en mettant l'accent sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, et maintenir une collaboration étroite avec les organismes des Nations Unies dont le siège est à Rome et les autres institutions du système des Nations Unies.

C. Hiérarchisation des besoins au niveau des pays et de la région

32. La Réunion ministérielle de la Conférence régionale s'est tenue les 12 et 13 avril, en présence de dix ministres, de 45 vice-ministres et d'autres délégués de haut niveau. Les ministres et autres délégués de haut niveau ont évoqué les nombreuses difficultés qui devront être surmontées par les pays pour instaurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous les habitants de la région et ont mis en avant les recommandations de la Réunion des hauts fonctionnaires, qui sont développées dans les parties correspondantes du présent rapport.

33. Les participants à la Conférence régionale ont souligné que la sécurité alimentaire et la nutrition étaient à la base de la stabilité nationale et mondiale et du développement socioéconomique durable de tous les pays. Les ministres ont noté le rôle des aliments traditionnels et d'une alimentation équilibrée, ainsi que leur importance pour les communautés autochtones.
34. Les ministres et les délégués ont tout particulièrement insisté sur les difficultés liées aux effets négatifs du changement climatique, aux catastrophes naturelles fréquentes, à la dégradation de l'environnement, aux pressions croissantes sur les ressources en terres et en eau, aux changements démographiques qui touchent le secteur agricole et aux organismes nuisibles et maladies qui affectent les animaux et les plantes.
35. Les ministres et les délégués ont fait valoir que le renforcement des capacités, la recherche-développement, le transfert de technologies, la collecte et l'analyse rigoureuses des données, les statistiques agricoles, la mise en œuvre de politiques et de stratégies agricoles conçues de manière rationnelle, le développement des infrastructures et l'accroissement de l'investissement dans le secteur agricole étaient autant de besoins essentiels auxquels il était important de répondre.
36. Les ministres et les délégués ont souligné qu'il était nécessaire d'accroître durablement la production et la productivité agricoles, de réduire les pertes et gaspillages de nourriture et de favoriser un commerce des aliments qui soit transparent, ouvert et efficace pour accélérer les progrès en matière de sécurité alimentaire et de nutrition dans la région. Ils ont mis en avant combien il était important de développer des chaînes de valeur agro-alimentaires efficaces et de renforcer la sécurité sanitaire et la qualité des aliments.
37. Les participants à la Conférence régionale ont insisté sur le fait que les ODD, l'Accord de Paris sur le changement climatique et le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe étaient des éléments d'orientation importants pour les mesures qui seraient prises à l'avenir concernant l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, et se sont félicités de la cohérence qui existe entre les objectifs stratégiques de la FAO et les objectifs de développement durable.
38. Ils ont salué les progrès accomplis s'agissant de la mise en œuvre des cinq initiatives régionales pendant l'exercice biennal 2016-2017 et se sont dits résolument favorable aux initiatives régionales liées au Défi Faim zéro, à la Croissance bleue, aux petits États insulaires en développement du Pacifique, au changement climatique et à la stratégie «Un monde, une santé» en 2018-2019.
39. Les ministres et les délégués ont reconnu les rôles importants que jouent les petits exploitants, les agriculteurs familiaux et les pêcheurs s'agissant de contribuer à la sécurité alimentaire et à la nutrition, et ils ont appelé à redoubler d'efforts pour que ces personnes soient mieux à même de s'intégrer dans les chaînes de valeur modernes.
40. Ils ont encouragé la prise en compte systématique du souci de l'égalité des sexes, y compris une reconnaissance accrue de l'importance du rôle joué par les femmes dans l'agriculture et la pêche, ainsi que le renforcement de leur autonomisation. Les ministres et les délégués ont reconnu que l'amélioration de la qualité de vie dans les zones rurales était importante afin de retenir les jeunes dans les activités agricoles.
41. Bien conscients de l'évolution que connaissent l'agriculture et les économies rurales, les ministres et les délégués ont souligné qu'il était important de développer les moyens d'existence ruraux en renforçant les capacités des populations pour la réalisation d'activités de transformation et de distribution de produits agricoles génératrices d'une plus grande valeur ajoutée, pour le tourisme rural et pour d'autres emplois non agricoles.
42. Les ministres et les délégués ont souligné l'importance de la mobilisation d'investissements et d'un renforcement de la collaboration avec des organisations partenaires aux niveaux mondial, régional et national, notamment des institutions de recherche, des institutions multilatérales de développement, des organisations de la société civile, le secteur privé et d'autres organisations régionales et internationales. La valeur de la mise en commun des connaissances, de l'expérience acquise et des compétences à l'échelon régional, notamment par la coopération Sud-Sud, a été particulièrement mise en avant.

43. Les participants à la Conférence régionale se sont félicités des mesures prises pour décentraliser les rôles, les responsabilités, les pouvoirs et les ressources, et ont instamment demandé à la FAO de poursuivre les mesures de décentralisation tout en améliorant la capacité technique de l'Organisation.

IV. Questions diverses

A. Célébration du quarantième anniversaire des représentations de la FAO dans les pays de la région Asie et Pacifique

44. La célébration du quarantième anniversaire des représentations de la FAO dans dix pays de la région a été l'occasion de reconnaître les nombreuses réussites obtenues grâce à la présence de l'Organisation sur le terrain tout au long des quatre dernières décennies¹. Dans les années à venir, les activités décentralisées de la FAO continueront d'accroître les possibilités en matière de mobilisation de ressources et de partenariats, y compris la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, et de mettre les compétences techniques de l'Organisation au service des États Membres pour les aider à atteindre les ODD.

45. Les participants à la Conférence régionale:

- i. se sont félicités du fort accent mis par l'Organisation sur les activités menées au niveau des pays, dont les résultats ont été présentés lors de la célébration du quarantième anniversaire de nombreux bureaux de représentant de la FAO dans la région;
- ii. ont salué l'initiative du quarantième anniversaire, qui était une occasion de renouveler l'engagement pris par l'Organisation d'être durablement présente sur place.

B. Programme de travail pluriannuel 2016-2019 de la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique

46. Les participants à la session ont examiné le Programme de travail pluriannuel 2016-2019 de la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique.

47. Les participants ont approuvé le Programme de travail pluriannuel pour 2016-2019 ayant pour objet d'encadrer les activités de la Conférence régionale, ont préconisé un examen régulier et systématique des résultats et de l'efficacité des travaux de la Conférence régionale et ont dit attendre avec intérêt de recevoir un rapport à ce sujet lors de la prochaine session.

C. Table ronde ministérielle sur l'objectif Faim zéro

48. Une table ronde ministérielle non formelle sur l'objectif Faim zéro a été organisée le 12 avril, avec la participation des organisations sises à Rome.

D. Date et lieu de la trente-cinquième session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique

49. Les participants à la session ont recommandé d'accepter l'offre du Gouvernement du Bhoutan, qui a proposé d'accueillir la trente-cinquième session de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique en 2020.

¹ Bangladesh, Inde, Indonésie, Myanmar, Népal, Pakistan, Philippines, République démocratique populaire lao, Sri Lanka et Viet Nam.

E. Questions finales

Adoption du rapport

50. Les participants à la Conférence régionale ont adopté à l'unanimité le rapport, tel que présenté par le rapporteur.

Clôture de la Conférence régionale

51. Au nom du Gouvernement de la République des Fidji, M. Inia B. Seruiratu, Ministre de l'agriculture, du développement rural et maritime et des services nationaux de météorologie et de gestion des catastrophes de la République des Fidji, a remercié les participants de leurs contributions constructives, qui avaient fait de cette session de la Conférence régionale un succès. Il a ensuite déclaré la Conférence close.

52. Les participants ont exprimé leur gratitude au peuple et au Gouvernement fidjiens pour leur chaleureuse hospitalité et l'accueil remarquable de la Conférence régionale, ainsi qu'à la FAO pour l'efficacité avec laquelle la Conférence avait été préparée et organisée.

ANNEXE A**Ordre du jour****I. QUESTIONS LIMINAIRES**

1. Élection du Président et du Vice-Président et nomination du rapporteur
2. Adoption de l'ordre du jour et du calendrier
3. Déclaration du Directeur général
4. Déclaration du Président indépendant du Conseil de la FAO
5. Déclaration du Président de la trente-troisième session de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique
6. Déclaration du Président du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)
7. Déclaration du porte-parole de la Consultation de la société civile
8. Table ronde ministérielle sur l'objectif Faim zéro
9. Hiérarchisation des besoins au niveau des pays et de la région

II. QUESTIONS RELATIVES AUX POLITIQUES ET À LA RÉGLEMENTATION RÉGIONALES ET MONDIALES

10. La situation de l'alimentation et de l'agriculture en Asie et dans le Pacifique, y compris sous l'angle des perspectives et des nouveaux enjeux
11. Action climatique dans l'agriculture: renforcer la participation des secteurs agricoles, afin de mettre en œuvre les éléments du Programme 2030 relatifs au climat dans la région Asie et Pacifique
12. Accélérer la mise en œuvre des mesures relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans les petits États insulaires en développement (PEID) du Pacifique
13. Relever les défis de la sécurité sanitaire des aliments dans la région Asie et Pacifique

III. Questions relatives au programme et au budget

14. Résultats et priorités en ce qui concerne les activités de la FAO dans la région Asie et Pacifique
15. Réseau de bureaux décentralisés

IV. QUESTIONS DIVERSES

16. Programme de travail pluriannuel 2016-2019 de la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique
17. Date et lieu de la trente-cinquième session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique
18. Autres questions

Table ronde: Imaginer les systèmes alimentaires inclusifs et sains à venir dans la région Asie et Pacifique

ANNEXE B**Liste des documents**

<http://www.fao.org/about/meetings/regional-conferences/aprc34/documents/fr/>.

QUESTIONS À L'EXAMEN

Cote	Titre
APRC/18/1 Rev.1	Ordre du jour provisoire annoté
APRC/18/2	La situation de l'alimentation et de l'agriculture dans la région Asie et Pacifique, y compris sous l'angle des perspectives et des nouveaux enjeux
APRC/18/3	Action climatique dans l'agriculture: renforcer la participation des secteurs agricoles, afin de mettre en œuvre les éléments du Programme 2030 relatifs au climat dans la région Asie et Pacifique
APRC/18/4	Accélérer la mise en œuvre des mesures relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans les Petits États insulaires en développement (PEID) du Pacifique
APRC/18/5	Relever les défis de la sécurité sanitaire des aliments dans la région Asie et Pacifique
APRC/18/6	Résultats et priorités en ce qui concerne les activités de la FAO dans la région Asie et Pacifique
APRC/18/6 Annexe web 1	Vue d'ensemble des programmes stratégiques de la FAO
APRC/18/6 Annexe web 2	Contribution des résultats obtenus dans la région Asie et Pacifique aux objectifs stratégiques de la FAO pendant l'exercice biennal 2016-2017
APRC/18/6 Annexe web 3	Contribution planifiée des résultats obtenus dans la région Asie et Pacifique aux cibles associées aux produits des objectifs stratégiques de la FAO pendant l'exercice biennal 2018-2019
APRC/18/7	Réseau de bureaux décentralisés
APRC/18/8	Programme de travail pluriannuel 2016-2019 de la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique
APRC/18/9	Table ronde: Imaginer les systèmes alimentaires inclusifs et sains à venir dans la région Asie et Pacifique

DOCUMENTS D'INFORMATION

APRC/18/INF/1 Rev.2	Calendrier provisoire
APRC/18/INF/2 Rev.2	Liste provisoire des documents
APRC/18/INF/3 Rev.1	Note d'information
APRC/18/INF/4	Déclaration du Directeur général
APRC/18/INF/5	Déclaration du Président indépendant du Conseil de la FAO
APRC/18/INF/6	Déclaration du Président de la trente-troisième session de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique
APRC/18/INF/7	Déclaration du Président du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)

APRC/18/INF/8	Déclaration du porte-parole de la Consultation de la société civile
APRC/18/INF/9	Rapport sur les résultats de la réunion régionale de la FAO sur les biotechnologies agricoles dans les systèmes alimentaires durables et la nutrition dans la région Asie et Pacifique
APRC/18/INF/10	Rapport sur les résultats du Colloque de la région Asie et Pacifique sur les systèmes alimentaires durables au service d'une alimentation saine et d'une meilleure nutrition
APRC/18/INF/11	Table ronde ministérielle sur l'objectif Faim zéro
APRC/18/INF/12 Rev.1	Rapport sur les résultats de la première Réunion conjointe de la FAO et des ministres de l'agriculture et des forêts de la Communauté du Pacifique (CPS) (20 octobre 2017, Port-Vila [Vanuatu])

DOCUMENTS WEB

Liste des délégués et des observateurs